

tous leurs membres est, à notre avis, une des clés du succès de tout plan à long terme élaboré à l'intention des pays les moins avancés. Mon gouvernement s'engage à continuer d'apporter ce soutien.

Mon pays a examiné attentivement les besoins de développement des pays les moins avancés et d'autres pays dans les années 80 et a comparé ces besoins aux ressources du Canada. Dans ce contexte, les réunions de consultation par pays qui ont précédé la présente conférence ont présenté un intérêt pour nous. Il est évidemment extrêmement difficile d'établir des priorités parmi un nombre aussi grand de besoins pressants. Parallèlement, nous ne pouvons réalistement espérer trouver des ressources qui satisfassent chaque besoin. Les ressources de développement doivent être bien gérées et utilisées de façon à consolider les secteurs, tels l'agriculture et la sécurité alimentaire, qui sont à la base d'une économie stable. Ces ressources doivent également servir à éliminer les principaux goulots d'étranglement du développement, comme la facture des importations énergétiques. Enfin, étant donné l'ampleur du problème, nous en sommes venus à reconnaître que le développement des pays les moins avancés requiert un engagement à long terme et un investissement dans le capital le plus précieux qui soit, c'est-à-dire les ressources humaines. Voilà pourquoi l'Agence canadienne de développement international affectera le gros de ses ressources dans les années 80 à trois secteurs: le développement rural et la sécurité alimentaire, l'énergie, et la mise en valeur des ressources humaines. J'ai été heureux de noter qu'à l'occasion de leur réunion tenue à Addis Abeba en juillet dernier, les ministres des pays les moins avancés d'Afrique ont mis en relief ces trois priorités dans leurs préparatifs en vue de la présente conférence.

Même si la plupart des grandes régions productrices devraient généralement connaître de bonnes récoltes cette année, il est manifeste que la sécurité alimentaire mondiale sera l'une des principales questions développementales et humanitaires des prochaines années. L'équilibre alimentaire à l'échelle planétaire est fragile. Étant donné la capacité limitée des terres arables, les incertitudes quant aux apports agricoles et aux approvisionnements et la croissance démographique, la disponibilité des denrées et leur distribution équitable seront l'un des grands défis qui se poseront aux responsables. Les pays en développement à revenu modeste, qui supportent le gros du fardeau des pénuries de denrées, devront améliorer considérablement leurs techniques de plantation, de récolte et d'entreposage. La tâche est énorme et aucune solution rapide ne point à l'horizon. Mais